

Réunion à Matignon pour discuter du « grand débat national » : NOUS N'IRON PAS !

10 janvier 2019



Le comité national de Solidaires les 9 et 10 janvier a décidé d'appeler à rejoindre les gilets jaunes dans les manifestations sur nos bases revendicatives pour la justice sociale, fiscale, environnementale et l'égalité des droits.

Comme Solidaires l'a déjà exprimé dans plusieurs communiqués, les mesures annoncées par Macron face à cette colère sociale ne sont nettement pas à la hauteur. Dans un même temps, le gouvernement durcit les sanctions à l'encontre des chômeur-euses, et la réforme des retraites s'annonce délétère.

Dans ce contexte, le comité national a décidé que Solidaires ne répondra pas favorablement à la demande de rencontre d'Edouard Philippe ce vendredi à propos du débat national.

Porter nos revendications lors de ces débats pourrait avoir un intérêt si l'on imaginait qu'il pouvait y avoir une écoute. Or on sait qu'il n'y aura aucune inflexion de la politique du gouvernement, puisqu'il pointe par exemple déjà les « solutions » qui en sortiront, telle la possibilité de minimiser la suppression de la taxe d'habitation sans pouvoir discuter du rétablissement de l'ISF.

Et il continue à marteler sa volonté d'accélérer sa politique qui va clairement à l'encontre des droits des salarié-es, des services publics, en favorisant une fiscalité en faveur des plus riches et des grandes entreprises.

Dans un contexte de répressions et de violences policières aggravées envers ceux et celles qui manifestent depuis mi-novembre, nous pensons que la participation à un débat tronqué ne constitue pas la réponse à la colère sociale et n'est pas ce qu'attendent les salarié-es, chômeur-euses, lycéen-nes, étudiant-es mobilisé-es et retraité-es. Ce gouvernement a la responsabilité désormais d'écouter et de répondre

concrètement et sans délai aux revendications portées.

**Réunion à Matignon pour discuter du « grand débat national » :
NOUS N'IRONS PAS !**

Le comité national de Solidaires les 9 et 10 janvier a décidé d'appeler à rejoindre les gilets jaunes dans les manifestations sur nos bases revendicatives pour la justice sociale, fiscale, environnementale et l'égalité des droits.

Comme Solidaires l'a déjà exprimé dans plusieurs communiqués, les mesures annoncées par Macron face à cette colère sociale ne sont nettement pas à la hauteur. Dans un même temps, le gouvernement durcit les sanctions à l'encontre des chômeur-euses, et la réforme des retraites s'annonce délétère.

Dans ce contexte, le comité national a décidé que Solidaires ne répondra pas favorablement à la demande de rencontre d'Edouard Philippe ce vendredi à propos du débat national.

Porter nos revendications lors de ces débats pourrait avoir un intérêt si l'on imaginait qu'il pouvait y avoir une écoute. Or on sait qu'il n'y aura aucune inflexion de la politique du gouvernement, puisqu'il pointe par exemple déjà les « solutions » qui en sortiront, telle la possibilité de minimiser la suppression de la taxe d'habitation sans pouvoir discuter du rétablissement de l'ISF.

Et il continue à marteler sa volonté d'accélérer sa politique qui va clairement à l'encontre des droits des salarié-es, des services publics, en favorisant une fiscalité en faveur des plus riches et des grandes entreprises.

Dans un contexte de répressions et de violences policières aggravées envers ceux et celles qui manifestent depuis mi-novembre, nous pensons que la participation à un débat tronqué ne constitue pas la réponse à la colère sociale et n'est pas ce qu'attendent les salarié-es, chômeur-euses, lycéen-nes, étudiant-es mobilisé-es et retraité-es. Ce gouvernement a la responsabilité désormais d'écouter et de répondre concrètement et sans délai aux revendications portées.

**31 rue de la Grange aux
belles. 75 010 Paris**

**Téléphone 33 1 58 39 30 20
Télécopie 01 43 67 62 14**

**contact@solidaires.org
www.solidaires.org**



Lire aussi : Notre rubrique sur la mobilisation en cours

- Emplacement : PRESSE > Communiqués >
- Adresse de cet article :
<https://solidaires.org/Reunion-a-Matignon-pour-discuter-du-grand-debat-national-NOUS-N-IRONS-PAS>